



Conseil de sécurité

Soixante-huitième année

6935^e séance

Mardi 19 mars 2013, à 15 heures

New York

Provisoire

<i>Président :</i>	M. Churkin/M. Pankin (Fédération de Russie)
<i>Membres :</i>	
	Argentine M. Rutilo
	Australie M. Bliss
	Azerbaïdjan M. Huseynli
	Chine M. Zhang Changwei
	États-Unis d'Amérique M. Cenzer
	France M. Pecassou
	Guatemala M ^{me} Bolaños Pérez
	Luxembourg M. Flies
	Maroc M. Benmoussa
	Pakistan M. Tarar
	République de Corée M. Shin Dong Ik
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord M. Meek
	Rwanda M. Kayinamura
	Togo M. Bocco

Ordre du Jour

La situation en Afghanistan

Rapport du Secrétaire général sur la situation en Afghanistan
et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales (S/2013/133)

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et l'interprétation des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-506.

13-26403 (F)



Merci de recycler 

La séance est reprise à 15 h 5.

Le Président (*parle en russe*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Espagne.

M. Arias (Espagne) (*parle en espagnol*) : Cette année, nous célébrons le douzième anniversaire de l'engagement de la communauté internationale en Afghanistan. Je pense que c'est le moment idéal pour remercier le Secrétaire général de sa présentation du rapport (S/2013/133) au Conseil aujourd'hui, et pour dire que j'apprécie grandement la contribution de l'Ambassadeur Tanin au présent débat.

L'Espagne, qui participe à ce processus depuis le début, contribue par son effort militaire et civil à la stabilisation et à la reconstruction de ce pays. Le coût humain de l'effort militaire consenti par l'Espagne a été élevé, puisque depuis l'arrivée de nos contingents 100 Espagnols ont à ce jour trouvé la mort en Afghanistan. L'Espagne est actuellement le huitième fournisseur de contingents à la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) de l'OTAN en Afghanistan qui opère sous mandat du Conseil de sécurité. Nous travaillons maintenant au retrait des 1 300 soldats espagnols qui se trouvent encore en Afghanistan, où ils sont déployés dans les provinces d'Hérat, dont l'aéroport est géré par l'Espagne, de Badghis qui est l'une des provinces les moins accessibles et les plus défavorisées du pays, avec l'équipe espagnole provinciale de reconstruction installée à Qala-i-Naw, et à Kaboul. Comme par le passé, l'Espagne continue d'appuyer résolument les efforts que déploie le Gouvernement afghan dans le cadre du complexe processus de transition, à la fois sur le plan de la sécurité et dans le domaine civil. Nous entrons dans une phase délicate du processus. Nous voici dans la dernière ligne droite, comme nous le savons tous. Il nous incombe à tous de faire tout ce qui est en notre pouvoir pour que la transition soit définitive et durable. C'est pourquoi, dans les prochains mois, nous allons devoir redoubler d'efforts, notamment dans les domaines de la gouvernance, de la mise en place des institutions et du développement économique.

À Badghis, le transfert aux autorités afghanes de la responsabilité première de la sécurité a été achevé dans les six districts de la province. Nous sommes satisfaits de la manière dont la transition progresse. L'Espagne poursuivra sa collaboration et continuera de concourir résolument aux activités de conseils, de formation et d'appui aux Forces nationales de sécurité afghanes pendant la phase finale du processus de transition.

S'agissant des aspects civils de la transition, nous sommes désormais à même de procéder au transfert des projets de coopération que nous avons développés dans notre zone de responsabilité. Nous nous proposons de le faire en parallèle avec le transfert de responsabilités dans le domaine essentiel de la sécurité. Actuellement, la majorité des projets sont déjà gérés par un personnel afghan. Ce transfert sera formalisé par la signature des accords correspondants avec les représentants des Ministères afghans qui reprendront ces projets.

Dans le courant de l'année, Cooperación Española en Afganistán (Coopération espagnole en Afghanistan) arrive à son terme, après sept années de collaboration positive. Il convient de souligner cependant que l'Espagne continuera de participer à des projets multilatéraux, avec des contributions à diverses organisations internationales.

En dépit des difficultés inhérentes à un processus de paix complexe, les récents progrès nous permettent d'espérer une relance prochaine du dialogue pour une réconciliation durable et sans exclusive. Pour que cela soit mené à bien, les groupes armés et tous les secteurs de la société afghane devront participer au processus, dans le respect de la Constitution afghane, notamment s'agissant des droits de l'homme, et en particulier des droits des femmes et des filles.

L'année 2012 a été marquée par l'organisation de grands événements internationaux concernant l'Afghanistan. Le moment est maintenant venu de mettre l'accent sur les nombreux résultats obtenus.

Au-delà de 2014, l'Afghanistan continuera d'avoir besoin de l'aide internationale. C'est pourquoi les contours de la nouvelle mission alliée pour l'après-2014 se dessinent dès aujourd'hui, en l'axant exclusivement sur des tâches d'éducation et de formation. Ainsi, elle s'efforcera de permettre de la meilleure manière possible aux Forces nationales de sécurité afghanes de s'acquitter du travail imposant qui les attend et que l'on attend d'elles.

À l'échelon régional, nous nous félicitons que le Processus d'Istanbul, dont l'objectif principal est de promouvoir la coopération et la sécurité régionale pour parvenir à instaurer la paix et la stabilité en Afghanistan, progresse résolument. L'Espagne passe actuellement en revue ses contributions aux mesures de confiance associées à ce Processus.

Outre tout ce qui précède, nous travaillons également à garantir la viabilité politique et financière

nécessaire pour consolider le système politique afghan. Nous sommes convaincus que le Gouvernement afghan continuera d'honorer ses engagements fondamentaux en matière de gouvernance, de développement, d'état de droit, de droits de l'homme et de lutte contre la corruption.

À cet égard, l'élection présidentielle prévue le 5 avril 2014 constituera un défi majeur en termes d'organisation logistique. La communauté internationale apportera son appui à l'Afghanistan, qui de son côté devra garantir une élection ouverte, transparente et démocratique, dont le résultat satisfasse entièrement le peuple afghan.

L'action et le soutien de l'ONU seront fondamentaux dans le cadre de cette élection. C'est pourquoi l'Espagne appuie la décision de proroger d'un an le mandat de la MANUA et accorde une grande importance au rôle central et impartial que jouent les Nations Unies dans la promotion de la paix et de la stabilité en Afghanistan.

Vous me permettez, Monsieur le Président, pour terminer, d'insister également sur le rôle extrêmement important que peut, selon l'Espagne, jouer l'Union européenne en assistant les autorités afghanes en matière de renforcement des capacités – notamment s'agissant de la gouvernance, de la transparence et de l'état de droit –, de formation des agents de la fonction publique, de la police et de la justice, et de développement socioéconomique du pays en général.

Au vu de tout ce qui précède, l'Espagne appuie fermement la négociation en cours, entre l'Union européenne et le Gouvernement afghan, d'un accord ambitieux de coopération de partenariat et de développement, qui encadrera et orientera les relations entre ces deux parties dans les prochaines années. Les mois qui viennent seront déterminants pour consolider les acquis de la communauté internationale en Afghanistan. Il est essentiel que les progrès et succès enregistrés au cours de la décennie écoulée ne soient pas annulés.

Le Représentant spécial de l'Union européenne pour l'Afghanistan a prononcé avant moi une déclaration à laquelle je m'associe naturellement pleinement. Par ailleurs, je vous remercie, Monsieur le Président, de m'avoir donné l'occasion de faire quelques observations supplémentaires à titre national.

Le Président (*parle en russe*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Allemagne.

M. Wittig (Allemagne) (*parle en anglais*) : Je voudrais, pour commencer, remercier le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Ján Kubiš, du brio avec lequel il dirige la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) et de tous les efforts qu'il déploie en faveur du peuple afghan. Je remercie également son équipe.

L'Allemagne continuera pendant toute la décennie de transformation de soutenir l'Afghanistan en partenariat étroit. Aux Conférences de Bonn et de Tokyo, l'Afghanistan et la communauté internationale ont mis en place un cadre de coopération et réaffirmé leurs engagements mutuels. Nous sommes donc heureux de constater que le Cadre de responsabilité mutuelle de Tokyo affiche désormais une dynamique considérable, et nous sommes déterminés à continuer d'œuvrer à sa mise en œuvre. Aujourd'hui, je voudrais me pencher en particulier sur deux questions cruciales à cet égard.

Premièrement, s'agissant des élections, nous nous félicitons des progrès accomplis par le Gouvernement afghan dans les préparatifs de l'élection présidentielle qui se tiendra en avril 2014. Mais, des difficultés subsistent. Nous espérons l'adoption rapide d'un cadre juridique pour ces élections, ainsi que la nomination prochaine du nouveau président et des membres de la Commission électorale indépendante. Nous insistons sur la nécessité de mettre en place une commission des plaintes crédible et de prendre des mesures efficaces pour prévenir une fraude électorale généralisée. Enfin, et surtout, nous encourageons toutes les parties prenantes afghanes à participer à un dialogue constructif sur ces questions, afin de réunir le consensus le plus large possible.

La MANUA peut jouer un rôle bénéfique en appuyant le processus dirigé et pris en main par les Afghans. Nous saluons donc la décision prise par les autorités afghanes de demander l'appui de la MANUA pour les élections de 2014-2015, ainsi que la mission d'évaluation des besoins liés aux élections qui a été en conséquence dépêchée par l'ONU en décembre et janvier. L'Allemagne se tient prête à soutenir encore davantage ce processus, aux côtés de la MANUA et de ses partenaires internationaux. Notre objectif commun est l'organisation en Afghanistan d'élections ouvertes, transparentes et crédibles, qui contribueront au développement durable du système politique du pays et seront fermement ancrées dans la Constitution afghane.

Deuxièmement, un environnement stable sur le plan de la sécurité est essentiel pour atteindre l'objectif de l'Afghanistan, à savoir devenir un pays

démocratique et économiquement prospère. Nous nous félicitons donc des récentes avancées enregistrées dans le processus de réconciliation dirigé par les Afghans. Il s'agit notamment des efforts déployés par l'Afghanistan et la communauté internationale afin de créer des conditions propices à un dialogue de fond, comme les préparatifs pour l'ouverture d'un bureau de contact avec les Taliban à Doha. À cet égard, nous apprécions également la contribution des acteurs régionaux. Leur appui est essentiel pour favoriser le processus de paix et de réconciliation. Nous encourageons toutes les parties à intensifier leurs efforts.

Je voudrais terminer en soulignant que l'ONU continuera à jouer un rôle crucial, aussi bien l'année prochaine que pendant la décennie de transformation. Nous nous félicitons donc de l'adoption par le Conseil de la résolution 2096 (2013), qui renouvelle le mandat de la MANUA pour 12 mois supplémentaires. L'Allemagne continuera d'appuyer la MANUA dans l'accomplissement de son mandat, en particulier pour aider le Gouvernement afghan et préparer l'élection présidentielle, protéger et promouvoir les droits fondamentaux, notamment les droits des femmes, et assurer une coordination efficace entre les donateurs et le Gouvernement afghan. Pour que la MANUA soit à la hauteur de ces attentes, nous encourageons vivement à fournir les ressources suffisantes à la Mission et à sa présence nécessaire dans tout le pays.

Enfin, nous attendons avec impatience de nous engager dans un dialogue constructif le mois prochain sur le rôle que jouera la MANUA après 2014.

Le Président (*parle en russe*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Slovaquie.

M. Ruzicka (Slovaquie) (*parle en anglais*) : Je voudrais commencer par saluer toutes les nations et les peuples ici présents, y compris un grand nombre de personnes venues d'Afghanistan, en leur adressant mes meilleurs vœux pour la nouvelle année. La fête du Norouz constitue toujours un réveil et un nouveau départ. C'est un moment qui nous met en harmonie avec la nature. Il s'agit d'oublier la rudesse de l'hiver et d'apprécier la chaleur du soleil. Et nous espérons sincèrement que sa chaleur épandra un peu d'énergie positive sur les délibérations d'aujourd'hui.

Je voudrais m'associer à la déclaration faite par le Représentant spécial de l'Union européenne, M. Ušackas. Même si nous partageons entièrement les priorités de l'Union européenne en Afghanistan,

permettez-moi de souligner certains points que nous considérons comme importants.

Je tiens à remercier le Secrétaire général de son rapport détaillé (S/2013/133). Son exposé et le rapport qu'il nous a présenté brossent un tableau complet de l'Afghanistan actuel. Nous nous réjouissons des progrès constants réalisés dans le transfert de responsabilité en matière de sécurité et de la hausse des effectifs de la Police nationale afghane et de l'armée nationale afghane. Dans de nombreux secteurs où les forces afghanes ont pris le commandement, la transition en matière de sécurité s'est faite dans la bonne direction. Nous saluons les efforts déployés par le Ministère de l'intérieur visant à transformer la police en la faisant passer d'une force de sécurité à un service axé sur le maintien de l'ordre et la protection. Le rôle de la police locale est essentiel, en particulier dans les régions reculées du pays. Mais le processus consistant à créer des forces de sécurité afghanes fonctionnelles et crédibles doit se poursuivre. À notre avis, le principal défi est celui des attaques internes, qui ont un effet négatif sur la situation d'ensemble de multiples façons. Les Forces nationales de sécurité afghanes ont pratiquement atteint les effectifs annoncés. Par conséquent, l'accent doit désormais être mis sur la qualité, la loyauté et le professionnalisme.

Bien que le secteur de la sécurité soit en bonne voie, il est tout aussi important d'axer les efforts sur les aspects politiques et économiques de la transition et de les synchroniser avec le plan actuel, qui est de transférer l'entière responsabilité de la sécurité à Kaboul en 2014. Il est vital de réaliser des progrès supplémentaires dans la réconciliation afin de garantir un succès futur. La volonté de certains éléments issus des Taliban de quitter l'insurrection, prendre part au dialogue et s'engager dans le processus politique constitue un bon exemple et mérite notre soutien. Le processus de paix et de réconciliation doit être pleinement pris en main par les Afghans.

Nous considérons la transition politique comme un possible facteur de changement dans la dynamique interne de l'Afghanistan. Nous pensons que les Afghans prendront toutes les mesures nécessaires pour organiser des élections ouvertes, libres, justes et transparentes. Seul un gouvernement légitime sera suffisamment fort pour accomplir des progrès dans les domaines de la sécurité, de la bonne gouvernance et du développement. La Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) peut jouer un rôle important

s'agissant de prodiguer des conseils sur la façon de mettre en œuvre efficacement les réformes électorales et d'élargir la sensibilisation politique de la société afghane. Certains craignent qu'après le retrait des forces internationales, l'Afghanistan ne retombe dans l'insurrection ou la guerre civile, ou ne devienne une fois de plus une plaque tournante du terrorisme. Nous devons unir nos efforts pour veiller à rester fermement aux côtés de l'Afghanistan et du peuple afghan à ce sujet. Les Conférences de Bonn et de Tokyo, les Sommets de l'OTAN à Chicago et à Lisbonne ainsi que d'autres forums internationaux ont reflété l'engagement résolu de la communauté internationale à ne pas abandonner les Afghans.

Nous ne devons pas oublier la gravité de la menace que pose la production d'opium en Afghanistan à la stabilité de la région et à la situation sécuritaire d'ensemble. Nous nous félicitons de l'engagement du Gouvernement afghan à lutter contre ce problème. Toutefois, il ne peut y parvenir seul, sans la coopération régionale et l'engagement international. Nous soutenons donc les initiatives lancées par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, qui visent non seulement à éradiquer la culture du pavot, mais aussi à faire face aux aspects connexes, comme le développement et l'application de la loi. Il est crucial que les pays voisins coopèrent et jouent un rôle actif dans ce domaine. S'agissant du contrôle des frontières, par exemple, cette coopération est importante pour éradiquer les activités transfrontalières illégales, notamment le trafic de drogue et d'armes, ainsi que le terrorisme.

L'Afghanistan demeure aujourd'hui une société musulmane fière, au sein de laquelle davantage de femmes siègent actuellement à l'Assemblée nationale afghane que dans bien des démocraties. L'accès à l'éducation est en voie de devenir universel. Sous le régime des Talibans, moins d'un million d'enfants, et pratiquement tous des garçons, allaient à l'école. Maintenant, plus de 8 millions d'enfants vont à l'école, et plus d'un tiers d'entre eux sont des filles.

En 2001, le produit intérieur brut de l'Afghanistan était d'environ 2 milliards de dollars. En l'espace de 10 ans, ce chiffre a atteint 20 milliards de dollars, pour l'instant en grande partie grâce à l'aide étrangère. Mais l'Afghanistan a le potentiel de tirer profit de cet investissement. Parmi les résultats les plus visibles, on note l'expansion spectaculaire de l'utilisation des nouvelles technologies et la croissance des petites et moyennes entreprises.

Sous le régime taliban, seulement un dixième de la population avait accès aux soins de santé de base. Maintenant que des soins de santé de meilleure qualité sont généralement disponibles, l'espérance de vie est passée de 45 à 62 ans pour les hommes et à 64 ans pour les femmes. Une meilleure éducation, de meilleurs soins de santé et une atmosphère qui encourage les petites et moyennes entreprises constituent les pierres angulaires d'un développement durable et irréversible lorsque la présence militaire se réduira.

Pour terminer, la MANUA est un acteur essentiel et irremplaçable en Afghanistan, et son rôle doit être élargi. À cet égard, nous nous félicitons des paroles de soutien adressées à M. Ján Kubiš pour son leadership professionnel à la tête de cette difficile Mission. Nous savons que l'ONU et la MANUA seront des acteurs importants en Afghanistan, en particulier après 2014. Étant donné que le temps passe très vite et qu'il subsiste encore de nombreux défis, il nous faut commencer à réfléchir et à discuter de la façon d'adapter le mandat de la MANUA après 2014, qui devra être doté des ressources adéquates. L'ONU doit agir et être unie dans l'action. La Slovaquie appuiera l'Afghanistan jusqu'en 2014 et au-delà. Même si l'appui militaire à partir de 2014 dépendra des besoins de la nouvelle mission dirigée par l'OTAN après le départ de la Force internationale d'assistance à la sécurité, nous avons pris la décision d'apporter une aide financière aux Forces de nationales de sécurité afghanes à hauteur de 1,5 million de dollars de 2015 à 2017. L'Afghanistan demeure la priorité absolue de notre aide publique au développement.

L'une des traditions les plus célèbres du Norouz chez les Afghans est d'oublier et de se pardonner les uns les autres les erreurs commises pour entamer la nouvelle année avec de nouveaux espoirs et de nouveaux objectifs. Seuls ceux qui ne font rien ne se trompent pas. Les victoires nous remplissent de joie; les défaites nous donnent expérience et force. Sages sont ceux qui agissent pour tenter d'apprendre comment apporter ce nouvel espoir que tous les Afghans méritent.

Le Président (*parle en russe*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Estonie.

M. Kolga (Estonie) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord vous remercier, Monsieur le Président, d'avoir convoqué cette importante séance. Par la même occasion, je tiens à remercier le Secrétaire général pour son exposé et la présentation de son rapport (S/2013/133). Je tiens également à remercier le Représentant spécial, M. Ján Kubiš, pour le dur labeur que lui et sa mission

accomplissent sur le terrain en Afghanistan. Je tiens également à remercier l'Ambassadeur Tanin de ses remarques générales aujourd'hui. Ma délégation s'associe d'autre part à la déclaration faite au nom de l'Union européenne.

L'Afghanistan a fait des progrès remarquables ces dernières années, et il importe que cet élan ne disparaisse pas au moment même où ce pays traverse l'une des périodes charnières de son histoire. Il est essentiel que la communauté internationale demeure fermement engagée à étayer les efforts déployés par l'Afghanistan au cours de la phase de transition, ainsi qu'après 2014. Le Conseil peut être assuré que l'Estonie continuera d'appuyer l'Afghanistan après la fin de la mission de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS).

L'Estonie est depuis longtemps un partenaire de l'Afghanistan. Dans aucun autre pays au monde notre engagement n'est aussi fort qu'en Afghanistan. L'Estonie est l'un des plus grands fournisseurs de contingents à la mission de la FIAS par rapport à la taille de sa population. Nos soldats sont déployés dans la province d'Helmand aux côtés des soldats britanniques. Ce contingent devrait se retirer à la mi-2014. En maintenant notre compagnie en Afghanistan jusqu'à la fin de la période électorale, nous espérons concourir à préserver l'avenir de l'Afghanistan. Nous prévoyons aussi de fournir un appui financier à la mission qui sera en place après 2014 et aux Forces nationales de sécurité afghanes afin de garantir leur viabilité. L'Estonie participe également aux activités de la Mission de police de l'Union européenne et de la mission de formation de l'OTAN.

Nous ne croyons pas qu'il soit possible de régler durablement la situation en Afghanistan en se fondant uniquement sur une solution militaire. Pour s'attaquer véritablement aux causes des problèmes auxquels est confronté l'Afghanistan, il faut absolument poursuivre nos efforts dans le domaine de la coopération pour le développement après 2014.

L'aide au développement que fournit l'Estonie est axée sur quatre secteurs : la sécurité, l'éducation, les soins de santé et l'état de droit. Outre l'appui au Gouvernement central par le biais de nos contributions annuelles au Fonds d'affectation spéciale pour la reconstruction de l'Afghanistan, nous mettons en œuvre des projets bilatéraux qui apportent une aide à l'Afghanistan en le faisant profiter de nos connaissances et de notre expérience. Par exemple, l'Université de Kaboul est en train de créer un Mastère sur les technologies de

l'information avec l'appui de l'Université de Tallinn, et nous continuons d'inviter des fonctionnaires afghans à suivre des formations à Tallinn.

Je souhaite également attirer l'attention sur la situation des droits de l'homme. Des progrès ont été accomplis en matière de protection des droits de l'homme en Afghanistan, mais il demeure nécessaire de prendre des mesures pour améliorer la situation.

Dans le cadre de ses projets de développement, l'Estonie prête une attention particulière à la promotion des droits des femmes et du bien-être des enfants, car ce sont les groupes les plus vulnérables. Nous considérons que les traditions et les croyances ne devraient jamais servir de prétexte pour justifier l'inégalité entre les sexes et la non-reconnaissance des droits des femmes. À la récente session de la Commission de la condition de la femme, le Ministre estonien des affaires étrangères, M. Urmas Paet, a fermement condamné tous les types de violence contre les femmes et les filles. Nous espérons que l'adoption des conclusions de la Commission insufflera un nouvel élan à la lutte contre la violence à l'égard des femmes et des filles en Afghanistan. L'Estonie appelle à une mise en œuvre efficace et rapide du plan d'action pour la prévention du recrutement de mineurs et de ses annexes relatives au meurtre et à la mutilation des enfants et à la violence à leur rencontre.

L'Afghanistan va encore devoir relever de nombreux défis pour devenir un pays stable, sûr, démocratique et prospère. Je pense notamment au transfert des responsabilités dans les domaines civils et le secteur de la sécurité, au processus de réconciliation, à l'organisation des élections de l'année prochaine et, enfin et surtout, à la transition économique.

Nous sommes heureux d'observer que le transfert des responsabilités en matière de sécurité aux forces afghanes est en bonne voie et que le Gouvernement afghan a annoncé que les forces afghanes sont prêtes à assumer la responsabilité de la sécurité de près de 90 % de la population du pays.

La mise en œuvre du Cadre de responsabilité mutuelle de Tokyo est fondamentale pour favoriser la stabilité à long terme et les progrès futurs en Afghanistan, et nous reconnaissons que des progrès notables ont été accomplis dans le cadre de ce processus.

Il est essentiel d'organiser des élections libres, transparentes et régulières en 2014 et 2015 pour asseoir la légitimité de la transition politique et consolider la démocratie en Afghanistan. Nous soulignons qu'il est

urgent d'adopter un cadre juridique et institutionnel assorti d'un système de contrepoids efficace afin que les élections se déroulent correctement. Avec l'aide des forces de la coalition, il faudra créer un environnement sûr, favorable au bon déroulement des élections. Nous insistons sur la nécessité de mettre en place des mécanismes efficaces d'administration des élections et de prévention des fraudes. L'ONU continue de jouer un rôle primordial dans les préparatifs des élections grâce à l'appui technique et financier qu'elle fournit.

Le processus de réconciliation dans le pays doit évidemment être dirigé et pris en main par les Afghans. Cependant, selon nous, l'appui vigoureux fourni par la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) au Haut Conseil pour la paix s'est avéré indispensable pour renforcer la confiance.

En ce qui concerne le développement et la transition économique en Afghanistan, nous encourageons le Gouvernement à mettre en œuvre les réformes qui s'imposent, à fournir tout l'appui nécessaire au secteur privé, à garantir des conditions sûres et stables pour l'activité commerciale et à renforcer les mesures de lutte contre la corruption. Il est également important d'investir dans l'éducation et la formation de la population pour favoriser la croissance économique.

Le renforcement de la coopération régionale avec les pays voisins d'Asie du Sud et d'Asie centrale est essentiel pour instaurer une sécurité durable en Afghanistan. De plus, une coopération régionale étroite ouvre des perspectives de développement économique. En conséquence, l'Estonie appuie le Processus d'Istanbul et la mise en œuvre des mesures de confiance.

L'ONU et la MANUA jouent un rôle important de chef de file dans les domaines de la coordination entre les acteurs civils et militaires, de la coopération en matière d'aide internationale au développement, de la protection des droits de l'homme, de la gestion de la situation humanitaire, de la lutte contre les stupéfiants et, comme cela a été dit, de la facilitation du processus de réconciliation et de l'assistance électorale. C'est la raison pour laquelle on ne saurait sous-estimer le rôle de l'ONU et de ses organismes en Afghanistan. Après le départ des forces militaires étrangères, ce rôle va selon toute probabilité encore s'accroître.

Étant donné l'importance de l'engagement et de l'assistance de l'ONU en cette période de transition en Afghanistan, nous appuyons pleinement la prorogation du mandat de la MANUA pour une année supplémentaire.

Le Président (*parle en russe*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Turquie.

M. Eler (Turquie) (*parle en anglais*) : Je tiens à commencer ma déclaration en remerciant le Secrétaire général de l'exposé détaillé qu'il a présenté ce matin.

Nous nous félicitons des signaux positifs qui nous viennent ces derniers temps d'Afghanistan. Alors que la période de transition touche à sa fin, nous observons des signes prometteurs montrant que les Afghans sont prêts à prendre leur avenir en main.

Le pays aborde la cinquième phase de la transition, et les forces de sécurité afghanes assurent déjà la sécurité de 87 % de la population. La diminution du nombre d'incidents liés à la sécurité est un signe positif. Les capacités des forces de sécurité afghanes se développent. Poursuivre le renforcement de leurs capacités et de leurs compétences, dans un cadre fondé sur la primauté du droit, demeure une priorité fondamentale.

Les préparatifs des élections de 2014 sont en bonne voie. Nous appuyons tous les efforts visant à mettre en place un processus politique démocratique sans exclusive grâce à des élections indépendantes, libres et régulières, avec la participation des partis politiques et de la société civile. À cet égard, nous saluons les efforts de la Commission électorale indépendante, de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) et du Programme des Nations Unies pour le développement.

Les processus de transition et de réconciliation se renforcent mutuellement. La bonne marche des efforts de paix et de réconciliation dirigés par les Afghans constituera une autre étape importante sur la voie de la sécurité, de la stabilité et de la transition politique. Nous saluons les progrès accomplis dans ce domaine sous la direction compétente de M. Rabbani, chef du Haut Conseil pour la paix, ainsi que les efforts de facilitation déployés par la MANUA. L'appui concret fourni par le Gouvernement pakistanais aux efforts de paix et de réconciliation afghans est louable. La Turquie continuera d'appuyer ce processus, en gardant à l'esprit l'intérêt suprême du peuple afghan.

En dépit de ces signes positifs, d'importants problèmes politiques, économiques et de sécurité persistent. La situation en matière de sécurité demeure une source de vive préoccupation et s'accompagne d'un coût humain inacceptable. Les catastrophes naturelles, la pauvreté chronique et les problèmes de développement

posent de graves menaces. Les couches les plus vulnérables de la société, en particulier les enfants, les femmes et les filles, sont exposées à des risques accrus. Les répercussions humanitaires et économiques potentielles de la transition sont préoccupantes.

Alors que l'Afghanistan avance dans la transition aux niveaux politique et de la sécurité, nous devons rester au fait des réalités sur le terrain. Nous félicitons le peuple et le Gouvernement afghans des mesures constructives mises en place pour surmonter ces problèmes. La volonté inébranlable de la communauté internationale va étayer les espoirs du peuple afghan en l'avenir et contribuer à garantir que la transition se déroule sans heurt.

À cet égard, nous nous félicitons du regain d'efforts, tant de la part du Gouvernement afghan que de la part de la communauté internationale, pour s'attaquer aux problèmes de fond recensés dans le Cadre de responsabilité mutuelle de Tokyo, afin de garantir la mise en œuvre concrète des engagements mutuels. Nous nous félicitons de l'adoption des nouveaux programmes prioritaires nationaux et la politique de gestion de l'aide.

Au fur et à mesure que la présence internationale est réduite, la coopération régionale prend de l'ampleur. La rapidité des progrès du Processus d'Istanbul a dépassé toutes les attentes. L'esprit d'appropriation régionale, le soutien technique et l'engagement de l'Organisation des Nations Unies et de ses institutions, ainsi que l'intérêt et l'appui de la communauté internationale ont rendu cela possible. Nous avons été heureux de constater que, lors de la réunion de hauts responsables tenue à Bakou le 6 février, les plans de mise en œuvre des six mesures de confiance ont été adoptés. La prochaine réunion, qui aura lieu le 25 mars à Kaboul, finalisera les derniers détails des plans de mise en œuvre, qui ont été adoptés en principe. Cette dynamique se trouvera encore renforcée à la prochaine réunion ministérielle qui doit se tenir à Almaty le 26 avril – seule réunion sur l'Afghanistan prévue à ce jour au niveau des Ministres des affaires étrangères pour l'année 2013.

Les initiatives trilatérales et quadrilatérales sont des outils importants pour l'appropriation régionale dans le cadre du processus « Cœur de l'Asie ». Dans cet esprit, le processus de sommet trilatéral entre l'Afghanistan, le Pakistan et la Turquie a favorisé la concertation et la coopération régionales grâce aux sept réunions tenues depuis 2007. La dernière en date des réunions trilatérales, tenue à Ankara en décembre dernier sous le thème « Connectivité », a porté sur

le dialogue politique, les questions militaires et de sécurité, les efforts de paix et de réconciliation, et le développement économique et le partenariat. Une plus grande connectivité facilitera le développement économique, la stabilité et l'autosuffisance. Nous attachons une importance particulière à l'achèvement et au maintien des voies ferrées et des routes, au développement de projets économiques régionaux et au renforcement des capacités de l'aviation civile.

Nous saluons tous les projets et efforts de coopération visant à encourager la connectivité régionale et la croissance économique. L'engagement constructif des partenaires régionaux de l'Afghanistan sera d'une importance cruciale pour relever les défis communs tels que le terrorisme, les barrières au commerce et à l'investissement, le trafic de stupéfiants et les réfugiés.

Entant que partenaires régionaux et internationaux de l'Afghanistan, nous ne devons ménager aucun effort pour apporter notre contribution à la vision d'un Afghanistan sûr, pacifique et autosuffisant. C'est dans notre intérêt à tous. La Turquie restera toujours solidaire du peuple afghan et continuera, comme elle le fait depuis des décennies, à contribuer à un Afghanistan vivant dans la sécurité et la prospérité.

Je voudrais, pour terminer exprimer notre conviction que l'ONU continuera de jouer un rôle crucial après la transition. Je saisis la présente occasion pour saluer tout particulièrement les efforts inestimables déployés par l'ONU, et notamment par la MANUA, pour faire avancer le Processus d'Istanbul, et pour exprimer notre très sincère reconnaissance au Représentant spécial Ján Kubiš et à son équipe dévouée.

Le Président (parle en russe) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Inde.

M. Manjeev Singh Puri (Inde) (parle en anglais) : Je me joins aux autres intervenants pour vous remercier, Monsieur le Président, d'avoir organisé le présent débat sur la situation en Afghanistan dans le contexte de la prorogation du mandat de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA). Je vous félicite également pour votre accession à la présidence du Conseil de sécurité ce mois-ci. Je remercie également le Secrétaire général pour son exposé, ainsi que l'Ambassadeur Zahir Tanin, Représentant permanent de l'Afghanistan, pour sa déclaration.

En prévision du retrait de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) et des élections en Afghanistan, il importe que les engagements pris lors des

grandes conférences internationales de Bonn, Chicago et Tokyo, et au niveau régional à Istanbul et à Kaboul, en faveur de la paix, de la sécurité et du développement en Afghanistan, soient mis en œuvre en paroles et en actes. Ils sont également essentiels à la création d'un environnement favorable à la viabilité financière et à l'autosuffisance de l'Afghanistan.

Il est particulièrement préoccupant de constater que les conditions de sécurité restent généralement instables dans le pays pendant les transitions simultanées en cours dans le domaine économique, politique et de la sécurité. Même après plus d'une décennie de présence de la FIAS et les efforts concertés de la communauté internationale, l'existence même de l'Afghanistan est compromise par la menace du terrorisme. Nous devons isoler et éradiquer le syndicat du terrorisme, qui comprend des éléments d'Al-Qaïda, des Taliban, de Lashkar e Toiba et d'autres groupes terroristes et extrémistes qui opèrent en toute impunité depuis des sanctuaires situés de l'autre côté des frontières de l'Afghanistan. Alors que l'OTAN procède à un retrait de ses forces en Afghanistan, en disant « mission presque accomplie », rien n'indique, au vu des derniers actes de terrorisme et de violence, que les terroristes de l'autre côté de la frontière ne procèdent à une réduction similaire de leurs activités. Ce qui se passe en Afghanistan a eu et continuera d'avoir des répercussions sur la sécurité de notre région et du monde. Nous n'avons pas oublié les sanctuaires terroristes qui ont semé le désordre tandis que l'Afghanistan semblait dans le chaos dans les années 90. Évidemment, nous ne souhaitons pas que cela se reproduise.

Le rapport du Secrétaire général (S/2013/133) note fort justement que seule la paix permettra à l'Afghanistan de renouer avec la stabilité, la croissance et la prospérité auxquelles sa population aspire et qu'elle mérite. Tandis que l'Afghanistan attend la tenue des élections présidentielle et provinciales en avril 2014, nous ne devons pas oublier que les approches à court terme et les solutions rapides guidées par l'opportunisme politique risquent d'entraîner d'énormes catastrophes. Il est donc impératif que tout règlement politique soit mené par les Afghans afin d'être accepté par l'ensemble de la société afghane sans que soient compromis les acquis durement obtenus des dix dernières années.

L'accent mis sur les élections et le constitutionnalisme justifierait la Constitution de 2004 – qui a fait l'objet de nombreux débats mais jouit néanmoins d'un consensus optimal à ce

jour – consoliderait la démocratie, institutionnaliserait les élections et accorderait à la République islamique d'Afghanistan la légitimité et la force morale et politique nécessaires pour négocier avec les Taliban, partisans d'un émirat islamique, et avec la communauté internationale à partir d'une position de force, et garantirait le maintien des acquis réalisés après 2001 pour toutes les générations d'Afghans. C'est pourquoi les lignes rouges acceptées par la communauté internationale doivent être respectées dans tout modèle de réconciliation envisagé. Et les actions menées en appui à la transition politique ne doivent pas nuire aux institutions afghanes de gouvernance. Nous aurons également besoin d'un Gouvernement crédible après 2014.

Et surtout, nous devons encore voir les preuves de la séparation entre Al-Qaïda et les autres groupes terroristes et extrémistes; et il n'est pas clair non plus que ces groupes aient eu une épiphanie ou aient procédé à une réévaluation stratégique de leurs objectifs. Il ne nous semble guère logique de faire des distinctions que la plupart de ces groupes ou leurs commanditaires ne sont pas, eux-mêmes, prêts à accepter, en paroles ou en actes.

L'Inde est prête à œuvrer, de concert avec les pays partageant ses idées, à l'objectif commun de paix, de sécurité et de développement en Afghanistan. Dans cette optique, l'Inde a tenu un dialogue avec les États-Unis et l'Afghanistan à New Delhi, et avec la Chine et la Russie à Moscou en février.

Nous sommes convaincus que l'appropriation et le contrôle afghans sont essentiels à la consolidation des bases d'une paix et d'une stabilité durables dans le pays. Le peuple afghan doit pouvoir choisir son destin dans un environnement exempt de coercition et d'ingérence extérieure. La sécurité est l'ingrédient clef d'un développement socioéconomique accéléré, ce qui pourrait être le catalyseur d'un renforcement des voix de la tolérance et de la modération dans la société afghane. L'Inde a pris plusieurs initiatives à cet égard.

Le Sommet de Delhi sur les investissements en Afghanistan, tenu en juin 2012, a été un effort important visant à encourager les investissements régionaux et internationaux en Afghanistan et à promouvoir le développement économique et la stabilité dans le pays pendant la période de transition.

L'Inde a également pris des initiatives pour promouvoir le commerce et les investissements bilatéraux en Afghanistan, dont des mesures telles

que l'élimination des tarifs douaniers de base sur pratiquement toutes les importations en provenance d'Afghanistan et des investissements dans les réserves de minerai de fer de Hajigak.

Il est impératif de renforcer la coopération et l'intégration régionales afin d'encourager la venue fort nécessaire d'investisseurs étrangers en Afghanistan, ce qui garantirait la viabilité économique du pays et relancerait sa croissance. Consciente de cette nécessité impérative, l'Inde a pris la direction de mesures de confiance commerciales dans le cadre du Processus d'Istanbul. En Asie du Sud, le programme de coopération régionale reste un outil important de renforcement de la coopération régionale.

L'Afghanistan, qui occupe une situation stratégique reliant l'Asie du Sud à l'Asie centrale et au Moyen-Orient, est également un intermédiaire important pour l'exploitation des vastes ressources énergétiques de l'Asie centrale. Des projets tels que le gazoduc TAPI nous profiteront tous et devraient conduire à une transformation rapide de notre région.

L'Afghanistan et l'Inde sont des partenaires stratégiques naturels du fait de leur situation géographique et de leur vision commune de la paix et de la coopération dans la région. L'Inde reste déterminée à appuyer l'Afghanistan en cette période cruciale de transition jusqu'à la fin 2014 et au-delà. La mise en œuvre de l'accord de partenariat stratégique signé en octobre 2011 entre les deux pays a déjà commencé; la première réunion du Conseil du partenariat ayant eu lieu l'année dernière.

L'Inde appuie les efforts de développement et de reconstruction de l'Afghanistan dans la mesure de ses moyens. L'Inde s'est engagée à verser jusqu'à 2 milliards de dollars d'aide au développement et d'assistance humanitaire. Les projets à l'étude seront conformes à ceux proposés dans le cadre des programmes prioritaires nationaux du Gouvernement afghan. Le rythme et la forme de l'assistance présente et future fournie par l'Inde sont déterminés en fonction des préférences, du niveau de confiance et de la capacité d'absorption du Gouvernement afghan.

L'Afghanistan a besoin d'aide et de soutien pour se doter des moyens lui permettant de faire face aux ravages causés par un conflit de trois décennies qui lui a été imposé de l'extérieur. L'Inde aide l'Afghanistan à reconstruire les fondements de sa société en accordant aux jeunes afghans des bourses d'études et par le biais

de programmes de formation, pour permettre aux institutions démocratiques afghanes d'être à même de relever les multiples défis auxquels ce pays est confronté.

La volonté de l'Inde d'aider le peuple afghan dans ses efforts pour bâtir une nation pacifique, stable, démocratique et prospère demeure inébranlable. À l'approche des échéances critiques dans le cadre de la transition, la communauté internationale doit continuer de travailler avec une ardeur renouvelée et de manière concertée pour épauler le Gouvernement afghan dans ses efforts pour trouver des solutions sans exclusive et dirigées par les Afghans eux-mêmes.

Nous sommes convaincus que l'ONU a un rôle central à jouer dans la coordination de l'aide internationale. Aucune instance ne saurait se substituer à l'ONU s'agissant de son rôle de coordination des efforts de reconstruction de l'Afghanistan. Nous rendons hommage au Représentant spécial du Secrétaire général, M. Kubiš Ján, pour son leadership, et à la MANUA, pour son excellent travail. La MANUA doit continuer à travailler en étroite consultation avec le Gouvernement afghan.

Le Président (*parle en russe*) : Je donne maintenant la parole à la représentante de la Lituanie.

M^{me} Murmokaitė (Lituanie) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, tout d'abord, je voudrais vous remercier d'avoir convoqué cet important débat.

La Lituanie s'associe à la déclaration faite par M. Vygaudas Ušackas, Représentant spécial de l'Union européenne pour l'Afghanistan. Par ailleurs, je voudrais faire les observations suivantes.

Ma première remarque concerne les processus électoraux. Nous nous félicitons de la participation active des partis politiques et de la société civile aux activités liées aux élections. Il est essentiel que ces élections soient transparentes, libres, équitables et sans exclusive. Il faut accélérer les préparatifs des élections, en faisant notamment des progrès tangibles pour ce qui est de l'identification et de l'inscription des électeurs.

Il faut mettre en place un cadre électoral robuste doté de mécanismes crédibles de prévention de fraudes électORALES et de règlement des différends électORAUX. Il faut constituer, dans les délais voulus, les organes de gestion électORALE et nommer des fonctionnaires qualifiés à la Commission électORALE indépendante. Des observateurs internationaux doivent pouvoir suivre le déroulement de ces élections.

Nous encourageons la Division de l'assistance électorale du Département des affaires politiques, le Programme des Nations Unies pour le développement et la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) à continuer à fournir toute l'assistance nécessaire pour les préparatifs de ces élections qui seront organisées par les Afghans.

Je tiens à rappeler que, dans le passé, le Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) a déployé des équipes d'assistance électorale en Afghanistan, qui est l'un des Partenaires asiatiques pour la coopération de l'OSCE. En 2012, des recommandations importantes tendant à l'amélioration du cadre électoral ont été présentées par l'OSCE à Kaboul. Nous encourageons les autorités afghanes à tirer parti de l'expérience et des recommandations de l'OSCE.

Ma deuxième remarque porte sur la situation des femmes et des filles. Nous saluons l'engagement du Gouvernement afghan en faveur de l'autonomisation des femmes et de l'égalité entre les sexes. Après la chute du régime des Taliban, pour la première fois, une femme, Saira Shakeeb Sadate, a été nommée gouverneur de district. Les femmes s'acquittent avec beaucoup de compétence de leurs fonctions en tant que ministres et membres du Parlement et du Haut Conseil pour la paix. Nous nous félicitons de cette évolution et tenons à rappeler que la pleine participation des femmes aux processus de réconciliation et de transformation est essentielle pour la paix, la stabilité et la prospérité de l'Afghanistan.

Toutefois, beaucoup reste encore à faire. Toutes les deux heures, une femme meurt de causes liées à la grossesse. La violence domestique à l'encontre des femmes et l'emprisonnement des femmes pour crimes «moraux» sont une source de préoccupation, tout comme le nombre de femmes et de jeunes filles tuées ou blessées au cours de l'année écoulée, qui a augmenté considérablement.

Nous exhortons les Nations Unies à continuer d'appuyer les efforts visant à assurer systématiquement le suivi et la communication d'informations concernant les engagements relatifs à l'égalité des sexes figurant dans la Déclaration de Tokyo et le Cadre de responsabilité mutuelle de Tokyo.

Troisièmement, ma délégation demeure préoccupée par le nombre élevé de victimes civiles et le

fait que les forces anti-gouvernementales et des groupes armés illégaux prennent de plus en plus les zones civiles pour cible. En particulier, nous sommes préoccupés par le nombre d'enfants qui sont tués et blessés. Nous espérons que le plan d'action pour la prévention du recrutement de mineurs et ses annexes relatives au meurtre et à la mutilation des enfants et à la violence à leur encontre seront pleinement mis en œuvre et que toutes les mesures qui s'imposent seront prises pour prévenir les violations des droits de l'enfant.

Plus d'un million d'Afghans vivent à moins de 500 mètres de zones infestées de mines. La Lituanie, qui est l'un des bailleurs de fonds du Programme de lutte antimines pour l'Afghanistan, participe elle-même à l'action antimines et appuie les efforts de déminage déployés par l'Afghanistan. Nous saluons les progrès réalisés et encourageons le Gouvernement afghan à élaborer des lois relatives à la lutte antimines en collaboration avec toutes les parties prenantes et à déminer tous les champs de mines terrestres antipersonnel d'ici à 2013 dans le cadre de ses obligations au titre de la Convention d'Ottawa.

Enfin, en ce qui concerne la coopération régionale, la réussite du processus de transition en Afghanistan exige une participation active de tous les acteurs régionaux. Pour renforcer les synergies entre l'ONU et les organisations régionales, il importe que leurs efforts soient mieux coordonnés en Afghanistan et dans la région, notamment avec les pays d'Asie centrale.

Nous sommes encouragés par la détermination des États de la région, par le biais du Processus d'Istanbul, du dialogue bilatéral entre l'Afghanistan et le Pakistan et d'autres initiatives, à faire face aux multiples défis auxquels la nation afghane est confrontée. L'ouverture d'un bureau à Doha en vue de négociations pourrait être un pas en avant en vue d'une solution pacifique et menée par les Afghans face au problème posé par l'insurrection des Taliban. La réconciliation doit être un processus sans exclusive et dirigé par les Afghans. Nous nous félicitons de ce que le Conseil de sécurité ait accepté de modifier le régime de sanctions contre les Taliban pour appuyer ces efforts.

Pour terminer, nous nous félicitons de l'adoption par le Conseil de la résolution 2096 (2013), qui proroge le mandat de la MANUA pour 12 mois. La MANUA, avec un rôle politique robuste, sera un partenaire essentiel du Gouvernement afghan au cours de la période de transformation. Je tiens à indiquer que de nouvelles réductions du budget de la MANUA risquent de réduire

sa capacité à s'acquitter de son mandat principal. Compte tenu des défis graves qui se posent en Afghanistan et dans la région, une MANUA dotée d'un personnel suffisant et disposant de ressources suffisantes demeure essentielle pour une transition réussie.

Le Président (*parle en russe*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Kirghizistan.

M. Kydyrov (Kirghizistan) (*parle en russe*) : Tout d'abord, je voudrais remercier la présidence russe du Conseil de sécurité d'avoir convoqué le débat d'aujourd'hui. Nous remercions également le Secrétaire général, M. Ban Ki-moon, de son exposé sur la situation en Afghanistan, et son Représentant spécial, M. Ján Kubiš, de sa direction compétente de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA). Nous voudrions saisir cette occasion pour exprimer notre plein appui aux activités de la MANUA et saluer l'adoption de la résolution 2096 (2013), qui proroge son mandat.

Aujourd'hui, l'Afghanistan se trouve à un tournant décisif de son histoire. La Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) est en train de se retirer, et ses responsabilités sont transférées aux Forces nationales de sécurité afghanes. Le processus de réconciliation et les accords internationaux relatifs au développement économique de l'Afghanistan sont en train d'être mis en œuvre.

Cependant, dans un certain nombre de provinces, la situation demeure instable. De toute évidence, parallèlement au retrait de son contingent militaire, l'OTAN doit mener à bon terme sa mission qui consiste à créer les conditions propices à la stabilité, au développement et à la sécurité.

Le transfert des responsabilités en matière de sécurité doit se faire progressivement et systématiquement, tout en maintenant un climat de calme et de confiance. Il ne faut pas que le retrait de la FIAS ouvre la voie à des forces destructrices ou permette à des groupes extrémistes ou terroristes de s'infiltrer dans les pays voisins. Ce dernier point nous préoccupe particulièrement.

Le développement pacifique de l'Afghanistan ne sera pas possible si le problème de la culture de l'opium dans le pays n'est pas résolu. La propagation de ce poison mortel touche également les pays d'Asie centrale, qui se trouvent sur la voie de transit vers le nord en direction des pays européens et asiatiques. À notre avis, cette situation appelle des mesures fermes

dans le cadre de la lutte contre le trafic de drogues en Afghanistan.

Les efforts de réconciliation nationale font partie des conditions essentielles pour garantir une paix durable en Afghanistan. Le Kirghizistan salue les activités menées par le Haut Conseil pour la paix, présidé par Salahuddin Rabbani, et estime que le processus de réconciliation doit être mis en œuvre par les Afghans eux-mêmes, dans l'intérêt de tous les Afghans. Le processus de paix global doit être ouvert à toutes les parties prenantes en Afghanistan qui sont prêtes à rejeter la violence, à rompre tout lien avec le terrorisme international et à respecter la Constitution du pays.

Les élections présidentielle et législatives d'avril 2014 seront un élément tout aussi important de la réforme politique en Afghanistan. L'élaboration finale, dans les délais impartis, de la loi électorale, le règlement des problèmes liés à l'inscription sur les listes électorales et la mise en place des conditions de sécurité nécessaires à la tenue des élections sont essentiels. Le Kirghizistan se félicite de la volonté des autorités afghanes d'organiser des élections libres, équitables et transparentes, conformément à la législation nationale, ce qui pourrait jeter les bases d'un développement continu et stable de l'Afghanistan.

La participation de l'Afghanistan à la coopération régionale et l'élargissement des liens commerciaux et économiques avec les États voisins sont des conditions indispensables au développement pacifique du pays. Le Kirghizistan, en sa qualité de membre de plusieurs organisations régionales et de Président en exercice de l'Organisation de Shanghai pour la coopération et de l'Organisation du Traité de sécurité collective, est prêt à contribuer à ce processus. Nous considérons qu'il est important d'utiliser avec énergie les capacités des organisations régionales pour s'attaquer aux problèmes que rencontre l'Afghanistan.

Je voudrais informer le Conseil que le Kirghizistan prévoit d'organiser prochainement à Bichkek une table ronde sur l'Afghanistan. En août, nous accueillerons également une conférence à caractère scientifique et pratique sur le thème : « Afghanistan 2014 : perspectives de développement en République islamique d'Afghanistan et défis et menaces à la sécurité de l'Asie centrale dans le contexte du retrait des principaux contingents de la Force internationale d'assistance à la sécurité ». Nous invitons les parties intéressées à participer à ces manifestations.

Nous appuyons le Processus d'Istanbul et participons à tous les groupes de travail chargés d'examiner les mesures de confiance. Nous sommes prêts à faire avancer concrètement l'examen des questions liées à la mise en œuvre de projets régionaux en Afghanistan dans les domaines de l'énergie, des transports et de l'agriculture. Le Kirghizistan participera activement à la prochaine réunion des ministres des affaires étrangères des pays parties au Processus d'Istanbul, qui se tiendra le 26 avril à Almaty.

Dans le même temps, un développement stable de l'Afghanistan exige la poursuite d'un appui financier international à long terme au Gouvernement, dans le cadre des engagements pris l'année dernière à la Conférence de Tokyo.

Pour terminer, je voudrais réaffirmer l'appui constant du Kirghizistan à la souveraineté, à l'intégrité territoriale et à l'unité de l'Afghanistan, ainsi que notre attachement sincère à la paix et à la stabilité dans ce pays frère.

Le Président (*parle en russe*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Géorgie.

M. Makharoblishvili (Géorgie) (*parle en anglais*) : La Géorgie appuie pleinement les activités de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) et partage l'avis selon lequel la Mission jouera un rôle essentiel en vue de permettre à l'Afghanistan et à la communauté internationale de coopérer efficacement afin d'honorer les engagements pris à Tokyo et d'observer la situation des droits de l'homme et la situation humanitaire sur le terrain.

Il est selon nous essentiel de confier à la MANUA un mandat approprié et de lui fournir les importantes ressources nécessaires pour qu'elle joue son rôle, en particulier en 2014, année de la transition. Nous accueillons donc avec satisfaction le rapport du Secrétaire général (S/2013/133) et la résolution 2096 (2013), adoptée aujourd'hui par le Conseil à l'unanimité. Plus la stabilité et la sécurité seront renforcées sur le terrain, plus les activités de la MANUA seront efficaces. Un environnement stable et sûr est une condition nécessaire pour que la Mission puisse s'acquitter correctement de son mandat.

En outre, nous considérons que, sans stabilité et sécurité en Afghanistan, il est difficile d'envisager une stabilité et une sécurité durables dans la région et au-delà. Je considère que nous – la communauté internationale – partageons la responsabilité d'aider

le peuple afghan sur le chemin difficile de la paix et du développement. C'est précisément pour cette raison que la Géorgie s'est engagée de son côté à soutenir ses amis de la région voisine. Nous sommes fermement convaincus que l'appui fourni à l'Afghanistan, en particulier durant cette période difficile de son histoire, contribuera à assurer la sécurité à long terme de la Géorgie et de l'ensemble de la région.

La Géorgie a prouvé qu'elle était prête à contribuer à la sécurité internationale et en mesure de le faire. Pendant plusieurs années, le contingent militaire géorgien a rempli sa mission en Afghanistan. À l'heure actuelle, dans le cadre de la Force internationale d'assistance à la sécurité, 1 600 soldats géorgiens accomplissent leur devoir, en particulier dans la province de Helmand, la plus instable.

La Géorgie a décidé de continuer d'apporter une contribution au-delà de 2014. En outre, pleinement conscient de l'importance de fournir un appui constant au Gouvernement afghan tout au long de la Décennie de la transformation et du rôle joué par les Forces nationales de sécurité afghanes dans le maintien et la consolidation des gains acquis sur le terrain, le Gouvernement géorgien s'est engagé à verser des contributions financières au fonds pour la viabilité des Forces nationales de sécurité afghanes.

Nous appuyons pleinement la position ferme de la communauté internationale et du Conseil de sécurité, à savoir que l'assistance fournie à l'Afghanistan doit être la plus complète possible et ne pas se limiter à la seule composante militaire. Il est nécessaire d'apporter une aide humanitaire pour garantir la sécurité à long terme et promouvoir le développement. Nous sommes convaincus que la volonté de la Géorgie de fournir une assistance dans le domaine des soins de santé complète sa contribution militaire.

Il ne fait aucun doute qu'une paix et une sécurité durables en Afghanistan ne peuvent être garanties qu'à travers un processus de réconciliation ouvert à tous, initié par les Afghans. Nous demeurons toutefois disposés à appuyer une transition pacifique dans le pays après 2014.

Le Président (*parle en russe*) : Je donne maintenant la parole à la représentante du Kazakhstan.

M^{me} Aitimova (Kazakhstan) (*parle en russe*) : Je tiens tout d'abord à féliciter la Fédération de Russie de son accession à la présidence du Conseil de sécurité en mars. Nous remercions également le Secrétaire général

de son rapport instructif (S/2013/133) et prenons acte du travail fort important réalisé par le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afghanistan, M. Ján Kubiš.

Le Kazakhstan appuie la transformation rapide de l'Afghanistan en un État en développement pacifique, indépendant et stable, dont la société soit unie. Aux niveaux régional et national, le Kazakhstan contribue au développement stable et durable de l'Afghanistan et aux efforts visant à réduire au minimum les menaces à la sécurité émanant de ce pays, notamment le terrorisme, le trafic de stupéfiants et l'extrémisme religieux. Ainsi, le 26 avril, nous accueillerons à Almaty, dans le cadre du Processus d'Istanbul, une réunion ministérielle sur l'Afghanistan. Nous ne doutons pas que cette réunion contribuera à faire participer activement l'Afghanistan aux processus d'intégration régionale, à renforcer les échanges commerciaux ainsi que la coopération économique et humanitaire et à accélérer la mise en œuvre des projets liés aux infrastructures reliant l'Afghanistan au reste de la région. Tout cela garantira que les efforts internationaux déployés actuellement sous les auspices de l'ONU ont un contenu réel et contribuera ainsi à rétablir la paix et la stabilité dans le pays. À cet égard, nous invitons tous les participants à la prochaine réunion prévue à Almaty à examiner les questions qui seront à l'ordre du jour de manière responsable et selon une approche axée sur les résultats.

Nous considérons que l'ONU joue un rôle essentiel dans la coordination des efforts de la communauté internationale visant à un règlement politique et au relèvement de l'Afghanistan, en coopération étroite avec le Gouvernement afghan et avec l'appui de la communauté mondiale, avant tout celui de tous les pays de la région. Dans ce contexte, le Kazakhstan a soumis des propositions à l'examen du Secrétaire général concernant la création à Almaty d'un centre des Nations Unies pour la diplomatie multilatérale dans le but de tirer parti de manière plus énergique des capacités de notre pays en matière de situation géographique, de communications et d'infrastructures, dans l'intérêt de l'ONU, notamment en appuyant l'Afghanistan par des activités de relèvement et une aide humanitaire après 2014.

Nous appuyons le processus de réconciliation nationale en Afghanistan. Notre position est que le dialogue entre Afghans ne peut avoir des retombées positives que si le Gouvernement afghan joue le rôle de chef de file et que si les milices respectent sans conditions les trois principes de base, à savoir déposer les armes,

reconnaître la Constitution et couper totalement les liens avec Al-Qaida et les autres organisations extrémistes.

Le Kazakhstan compte sur le Gouvernement afghan et sur la Force internationale d'assistance à la sécurité pour poursuivre leurs efforts de lutte contre la production et le trafic de stupéfiants. L'Organisation de Shanghai pour la coopération, le Centre régional d'information et de coordination pour l'Asie centrale (CARICC) chargé de lutter contre le trafic de drogues, de substances psychotropes et de leurs précurseurs et l'opération antidrogue Channel menée sous l'égide de l'Organisation du Traité de sécurité collective, doivent jouer un important rôle à cet égard. Nous nous félicitons que l'Afghanistan ait obtenu le statut d'État observateur auprès de l'Organisation de Shanghai pour la coopération et du CARICC.

Le Président (*parle en russe*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Ukraine.

M. Sergeyev (Ukraine) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir organisé cet important débat.

L'Ukraine s'associe à la déclaration de l'Union européenne, mais il me paraît utile de formuler quelques brèves observations à titre national.

La sécurité en Afghanistan et dans la région de l'Asie centrale est l'une des grandes questions qui retiennent l'attention de la communauté internationale. L'Ukraine est persuadée que tant qu'on ne créera pas des conditions de sécurité suffisantes en Afghanistan, il sera difficile de parler de relance de l'économie afghane, d'amélioration des conditions de vie et de mise en œuvre des programmes sociaux et autres projets de reconstruction du pays.

La présence de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) en Afghanistan depuis plus de 10 ans a contribué de façon importante au processus de stabilisation de la situation sécuritaire et politique du pays. Actuellement, le contingent ukrainien de maintien de la paix dans le pays s'élève à 28 membres. Depuis 2009, l'Ukraine autorise le transit sur son territoire de cargaisons destinées à la FIAS en Afghanistan. L'Ukraine appuie le transfert progressif des responsabilités en matière de sécurité des forces internationales à l'armée et à la police afghanes.

Le départ de la FIAS d'Afghanistan rend indispensable l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie de l'Organisation pour la sécurité et la

coopération en Europe (OSCE) pour pouvoir répondre aux défis et menaces qui ont un impact direct sur les États de l'OSCE frontaliers de l'Afghanistan, ainsi que sur l'ensemble de la zone OSCE.

Afin d'analyser en détail les menaces potentielles à la sécurité des États membres de l'OSCE, la présidence ukrainienne de l'Organisation juge opportun de tenir des discussions approfondies sur cette importante question dans le cadre de l'OSCE. À ce titre, la présidence ukrainienne se propose de consacrer une session spéciale, pendant la Conférence annuelle d'examen des questions de sécurité de 2013, aux problèmes liés aux frontières. Ce travail pourrait servir de base à une mise à jour du Concept de sécurité et de gestion des frontières de l'OSCE, qui définit le cadre de coopération entre États membres.

L'Ukraine appuie les décisions des conférences internationales sur l'Afghanistan de 2010 et de 2012 en vue de renforcer la paix et la sécurité dans le pays, de favoriser le relèvement socioéconomique, d'appuyer les processus d'intégration et de développer la coopération régionale. Nous partageons pleinement l'avis général selon lequel l'approche régionale joue un rôle clef pour instaurer durablement la stabilité en Afghanistan et dans toute la région. Les voisins de l'Afghanistan jouent un rôle très important et leur participation à l'action que nous menons conjointement est indispensable.

Le Président (*parle en russe*) : Il n'y a pas d'autres orateurs inscrits sur ma liste. Le Conseil de sécurité a ainsi achevé la phase actuelle de l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

La séance est levée à 16 h 15.